



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Le Ministre de la Défense

Luxembourg, le 22 DEC. 2016

A  
Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg

Référence: A37. 1350.16

**Objet :** Question parlementaire n°2587 du 24 novembre 2016 des honorables Députés Gusty Graas, Max Hahn et Alexandre Krieps

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre de la Défense

Étienne SCHNEIDER

Dossier Suivi par: Elisabeth Cardoso, [elisabeth.cardoso@mae.etat.lu](mailto:elisabeth.cardoso@mae.etat.lu), tél. 2478 2831

**Réponse de Monsieur le Ministre de la Défense à la question No 2587 du 24 novembre 2016  
des honorables Députés Gusty Graas, Max Hahn et Alexandre Krieps**

- **Monsieur le Ministre peut-il confirmer le manque d'effectif à tous les niveaux du Service de santé?**

Le tableau des effectifs du Service de santé inscrits dans la loi de l'Armée se présente comme suit :

Poste	Effectifs max. prévus par Loi OrgMil 2007	Besoins	Effectifs réels	Remarques
officiers-médecins	2 [Art 9.(1) b)]	2	1	1 recrutement en cours
officier-infirmier gradué	1 [Art 9.(1) b)]	1*	0	* Le besoin sera défini en fonction de l'évolution du recrutement du personnel médical et paramédical.
infirmiers diplômés	6 [Art 9.(2) c)]	6	2 (3-1)	1 infirmier est en congé sans traitement.
docteurs en médecine	n.a. [Art. 15] <sup>1</sup>	1	1 (commissionné)	
médecins-dentistes		1	1 (commissionné)	
kinésithérapeutes		0	0	1 kinésithérapeute effectue des prestations au CM sans faire partie de l'effectif du service de santé
pharmaciens		1	1 (commissionné)	

Il s'agit d'un effectif théorique maximal, et non d'un objectif à atteindre. Ce dernier dépend des besoins.

S'y ajoutent :

- 1 caporal spécialiste en médecine d'urgence ;
- 1 deuxième caporal au profil analogue recruté en 2016 qui sera envoyé en formation en 2017 ;
- 14 soldats volontaires du Service de santé, dont 5 sont détenteurs du brevet d'ambulancier au Service de Santé. A remarquer que les soldats volontaires affectés au Service de santé disposent d'un contrat de travail à durée déterminée et sont remplacés fur et à mesure de leur départ.

Eu égard à ce qui précède et aux besoins futurs en matière de déploiement, il est nécessaire de recruter davantage de personnel médical et paramédical.

- **Est-ce qu'une campagne de recrutement est prévue dans un avenir proche pour combler les lacunes au niveau du fonctionnement du Service de Santé sur le plan national et international?**

Deux appels à candidature pour recruter le deuxième officier-médecin se sont déroulés, toutefois sans résultat tangible. Un nouvel appel à candidatures est en cours.

Une campagne pour recruter des infirmiers supplémentaires est envisagée.

<sup>1</sup> L'article 15 permet d'adjoindre des agents au corps des officiers en vertu d'une commission. L'effectif total de l'ensemble des officiers commissionnés est limité à 15.

Le recours à des soldats volontaires sélectionnés à l'issue de l'instruction de base permet de couvrir les besoins en personnel secouriste ambulancier du Service de santé.

- **Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner en quoi consiste la formation des soldats volontaires secouristes ?**

Tous les soldats de l'armée suivent la même instruction de base où un socle commun de connaissances dans le domaine médical est dispensé : brevet national de 1ers soins et éléments médicaux du « Tactical Combat Casualty Care ».

Une partie de l'effectif des volontaires du Service de santé reçoit une formation supplémentaire comme secouriste-ambulancier.

Par ailleurs, le personnel en disponibilité opérationnelle suit une formation spécifique de 4 semaines (savoir-faire au niveau technique et tactique pour insérer un véhicule blindé d'évacuation médicale dans un dispositif militaire).

- **Monsieur le Ministre juge-t-il que la formation des secouristes pourrait s'organiser conjointement avec d'autres corps de secours?**

L'Armée luxembourgeoise collabore d'ores et déjà avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux au niveau de la formation.

L'Administration des Services de Secours met actuellement en place un nouveau système de formation. Deux militaires suivent déjà les formations offertes.

Par ailleurs, les militaires luxembourgeois suivent auprès de l'Armée belge des formations médicales se rapportant à l'évacuation de blessés dans un contexte de guerre.

L'Armée continue à rechercher des synergies avec d'autres partenaires civils et militaires.